

Climat : l'année 2021 a été la cinquième année la plus chaude sur Terre, selon Copernicus

Le service européen de surveillance de la Terre a mesuré pour 2021 des concentrations jamais atteintes dans l'atmosphère de gaz à effet de serre produits par l'activité humaine et responsables du réchauffement climatique.

Le Monde avec AFP Publié le 10 janvier 2022

L'année 2021 a fait son entrée dans le top 5 des années les plus chaudes jamais enregistrées, révèle Copernicus, le service européen d'observation de la Terre, dans un rapport publié lundi 10 janvier.

Par ailleurs, les sept années entre 2015 à 2021 ont été de façon « nette » les plus chaudes jamais recensées, confirmant l'avancée du réchauffement climatique avec des concentrations jamais atteintes de gaz à effet de serre, note Copernicus.

Si 2021 n'a pas détrôné 2020 et 2016, qui restent ex aequo à la première place des années les plus chaudes, elle a toutefois subi les effets dévastateurs du changement climatique : canicules exceptionnelles et meurtrières en Amérique du Nord et dans le sud de l'Europe, incendies ravageurs au Canada ou en Sibérie, vague de froid spectaculaire dans le centre des Etats-Unis ou précipitations extrêmes en Chine et en Europe de l'Ouest.

Malgré un niveau tiré à la baisse par le phénomène météorologique La Niña, 2021 a tout de même enregistré, selon Copernicus, une température moyenne supérieure de 1,1 °C à 1,2 °C par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1900), comparaison de référence pour mesurer le réchauffement causé par les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine.

En moyenne annuelle, 2021 se classe très légèrement devant 2015 et 2018, qui complète le top 5.

Des concentrations jamais atteintes de gaz à effet de serre

L'objectif de l'accord de Paris de 2015 – contenir le réchauffement « nettement » en dessous de 2 °C, et si possible limiter l'augmentation à 1,5 °C – est donc toujours aussi dangereusement proche.

« Il s'agit d'un rappel brutal de la nécessité pour nous de changer, de prendre des mesures efficaces et décisives pour aller vers une société durable et de travailler à réduire les émissions de carbone, » a souligné Carlo Buontempo, directeur du service changement climatique de Copernicus.

Car l'agence a mesuré pour 2021 de nouvelles concentrations record dans l'atmosphère de gaz à effet de serre produits par l'activité humaine et responsables du réchauffement.

Le CO₂, de très loin premier responsable du réchauffement et qui provient principalement de la combustion de matières fossiles et de la production de ciment, a atteint le niveau record de 414,3 parties par million (ppm), selon les données « préliminaires » de Copernicus.

« Clou dans le cercueil planétaire »

Pour 2020, malgré le ralentissement de l'activité dû à la pandémie de Covid-19, l'Organisation météorologique mondiale (OMM, agence spécialisée des Nations unies) avait mesuré cette concentration à 413,2 ppm, c'est-à-dire 149 % supérieure au niveau préindustriel.

Copernicus traque également les rejets de méthane, gaz à effet de serre encore plus puissant que le CO₂, mais qui subsiste moins longtemps dans l'atmosphère, dont environ 60 % sont d'origine humaine (élevage de ruminants, riziculture, décharges, le reste provenant de sources naturelles, comme les tourbières).

Elles aussi ont « continué à augmenter en 2021 (...), atteignant une moyenne maximale sans précédent », selon l'agence européenne, qui souligne toutefois que l'origine de cette augmentation n'est « pas totalement comprise ».

Lors de la 26e Conférence des parties (COP26), en novembre à Glasgow (Ecosse), une centaine de pays avaient rejoint une « initiative » visant à réduire de 30 % les émissions de méthane. Objectif qui pourrait, s'il était tenu, rendre plus réaliste le slogan répété à Glasgow de « maintenir en vie [l'objectif de] 1,5 degré ».

Les engagements de réduction d'émissions pris par les pays, en comptant ceux annoncés à l'occasion de la COP26, laissent en effet le monde sur une trajectoire de réchauffement de 2,7 °C, niveau qualifié de « catastrophique » par les Nations unies.

Lire aussi Après un record de chaleur, l'Alaska fait face à un tapis de glace
A l'occasion de cette conférence sur les changements climatiques, l'OMM avait déjà annoncé que les sept années depuis 2015 seraient probablement les plus chaudes jamais enregistrées, avertissant que le climat mondial entrerait de ce fait en « terrain inconnu ».

« C'est un nouvel avertissement sur ce que nous faisons à notre planète [et] nous avons désespérément besoin d'actions véritables pour faire baisser les émissions », a commenté lundi Sir Brian Hoskins, directeur de l'Institut Grantham sur le changement climatique de l'Imperial College de Londres. En soulignant qu'il « devient difficile de dire quelque chose de neuf chaque fois que nous voyons un nouveau clou planté dans le cercueil planétaire ».

Le Monde avec AFP

L'heure des explications entre Gérard Darmanin et l'Église de France

Neïla Latrous - franceinfo Publié le 12/10/2021 08:08

Mis à jour le 12/10/2021 09:08

Au lendemain de la publication du rapport Sauvé sur les violences sexuelles dans l'Église catholique, Éric de Moulins-Beaufort a suscité un tollé en déclarant sur franceinfo : "Le secret de la confession s'impose à nous et en cela, il est plus fort que les lois de la République"

Le lendemain, en Conseil des ministres, Emmanuel Macron demandait à Gérard Darmanin de rencontrer Mgr Moulins-Beaufort, pour "montrer que le gouvernement ne laisse pas passer cette formule." Car le ministre de l'Intérieur est aussi ministre des Cultes.

La rencontre a lieu ce mardi (12 octobre), à 14h. L'échange (...) ne donnera lieu à aucune prise de parole à l'issue. (...) La Conférence des évêques de France juge que "l'heure est à l'apaisement", Gérard Darmanin aussi. Halte aux interpellations par médias interposés... (...)

Gérard Darmanin a remis la Légion d'honneur à Mgr de Moulins-Beaufort

La Croix (Xavier Le Normand), 6 décembre 2021

Explication - La Légion d'honneur a été remise, lundi 6 décembre, à Mgr Éric de Moulins-Beaufort des mains du ministre de l'intérieur lors d'un événement volontairement discret. À cette occasion, Gérard Darmanin a loué le « courage » et la « détermination » de Mgr de Moulins-Beaufort face à la pédocriminalité dans l'Église.

Darmanin a remis la Légion d'honneur à Eric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des Evêques de France

Par L'Obs avec AFP – 6 décembre 2021

La cérémonie se voulait discrète, selon « le souhait des deux parties ». Gérard Darmanin a remis lundi soir la Légion d'honneur à Eric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des Evêques de France (CEF).

Le ministre de l'Intérieur lui a remis cette décoration au siège de la CEF dans le 7^e arrondissement de Paris, a-t-on appris auprès de l'entourage du ministre et de la CEF, confirmant une information du quotidien « la Croix ».

Gérard Darmanin a salué « le courage et la détermination » d'Eric de Moulins-Beaufort, un homme « de conviction et de dialogue », « face aux difficultés qu'a rencontrées l'Église concernant les actes de pédophilie ». La date et la remise par le ministre étaient prévues depuis « fin août », a-t-il été également souligné.

Pakistan : un Sri Lankais accusé de blasphème lynché à mort, une centaine de personnes arrêtées

Par Le Figaro avec AFP Publié le 04/12/2021

Plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées au Pakistan après le meurtre d'un directeur d'usine sri-lankais battu à mort et immolé par le feu par une foule qui l'accusait de blasphème, ont annoncé samedi des responsables locaux. Ce meurtre sauvage, documenté par des vidéos relayées par les réseaux sociaux, a choqué, le premier ministre Imran Khan évoquant un «jour de honte pour le Pakistan».

La question du blasphème est particulièrement sensible au Pakistan, où des allégations souvent non prouvées d'offense à l'islam ont plusieurs fois provoqué des lynchages meurtriers ces dernières années. Elle est régulièrement utilisée comme prétexte dans des disputes qui n'ont au départ rien à voir avec la religion, soulignent les organisations de défense des droits de l'Homme. Parfois même des allégations non prouvées d'offense à l'islam peuvent entraîner assassinats et lynchages.

La loi pakistanaise, farouchement défendue par les partis islamistes, prévoit la peine capitale pour quiconque est reconnu coupable d'avoir insulté l'islam ou le prophète Mahomet. Aucun condamné pour blasphème n'a toutefois jusqu'ici été exécuté. Les opposants à cette loi lui reprochent d'être instrumentalisée pour régler des conflits personnels ou attenter aux droits des minorités religieuses.

«L'incident d'aujourd'hui montre à quel point il est urgent de corriger un environnement qui permet les abus et met à risque des vies», a réagi sur Twitter Amnesty International South Asia.

Le meurtre a eu lieu vendredi à Sialkot, dans la province du Pendjab, à environ 200 km au sud-est de la capitale Islamabad, après la diffusion de rumeurs indiquant que le directeur d'usine s'est rendu «coupable de blasphème», selon la police.

«Une rumeur s'est répandue dans l'usine selon laquelle le responsable avait déchiré une affiche religieuse et l'avait jetée dans une poubelle», a déclaré à l'AFP Zulfiqar Ali, un officier de police local.

Jusqu'à 120 personnes, dont l'un des principaux suspects, ont été arrêtées à la suite du meurtre, a indiqué à l'AFP Khurram Shehzad, un porte-parole de la police.

Selon Tahir Ashrafi, représentant spécial du premier ministre pour l'harmonie entre les religions, les ouvriers de l'usine s'étaient plaint avant le meurtre de la trop grande sévérité du responsable. «Les experts de la police enquêtent sur l'affaire, explorant plusieurs pistes, dont la possibilité que des employés de l'usine aient utilisé l'excuse de la religion pour se venger contre le responsable», a confié Tahir Ashrafi.

Des vidéos diffusées sur Twitter montrent la victime frappée par des individus, dont certains hurlent des slogans dénonçant le blasphème. D'autres images laissent ensuite apparaître son corps entièrement brûlé devant une foule de plusieurs dizaines d'hommes. Nombreux sont

ceux qui ne font aucun effort pour cacher leur visage et vont même jusqu'à prendre des selfies devant le corps en feu.

«La foule regardait tout cela en silence, et personne n'a tenté de lui porter secours», a déclaré à l'AFP Malik Naseem Awan, un avocat de Sialkot, en se disant profondément choqué. Presque tous les partis politiques et religieux, ainsi que la puissante armée, ont condamné le meurtre. Un responsable pakistanais a indiqué à l'AFP qu'Islamabad avait assuré aux diplomates sri-lankais que «tous ceux qui sont impliqués dans ce crime haineux» seraient «traduits en justice».

Dimanche 28 novembre dernier, des milliers de personnes avaient attaqué et incendié un poste de police dans le nord-ouest du Pakistan, après avoir demandé aux policiers de leur remettre un homme accusé d'avoir brûlé le Coran.

En juin 2017, Mashal Khan, 23 ans, a été battu et blessé par balle avant d'être jeté du deuxième étage de sa résidence universitaire et tué. La police a ensuite déterminé qu'il était innocent des faits de blasphème dont on l'accusait.

Un jeune chrétien et son épouse enceinte, accusés d'avoir profané le coran, avaient été battus à mort en 2014 par une foule qui avait ensuite brûlé leurs corps dans le four d'une briqueterie dans le Punjab.

De même, la chrétienne Asia Bibi avait été condamnée à mort pour blasphème en 2010, après avoir été accusée par deux villageoises musulmanes, avec qui elle travaillait, d'avoir «insulté le prophète» lors d'une querelle autour d'un verre d'eau.

Son cas était devenu emblématique des dérives de la loi sur le blasphème au Pakistan, via la diffusion de fausses accusations. Cette quinquagénaire avait fini par être acquittée en 2019 par la Cour suprême pakistanaise, la plus haute instance judiciaire du pays, après avoir passé plus de huit ans dans les couloirs de la mort.

École talmudique en Seine-et-Marne : 7 personnes présentées à un juge

France 3 Paris Ile-de-France le 04/02/2022

Sept membres d'une communauté juive ultra-orthodoxe gérant une école talmudique à Bussières en Seine-et-Marne, ont été déférés et présentés à un juge d'instruction ce vendredi. Ils sont soupçonnés de séquestration d'élèves mineurs et de violences physiques et psychologiques.

"Au terme des gardes à vue, sept personnes ont été déférées ce matin et sont présentées actuellement devant le juge d'instruction", a expliqué la procureure de Meaux, Laureline Peyrefitte, lors d'une conférence de presse ce vendredi.

Ils ont été mis en examen vendredi soir notamment pour "violences volontaires sur des personnes vulnérables", "abus de la vulnérabilité d'une personne placée en situation de sujétion psychologique" ou encore "conditions d'hébergement contraires à la dignité".

Alors que le parquet avait requis la mise en examen pour "séquestration en bande organisée", ils ont été placés sous le statut de témoin assisté pour ce chef d'accusation.

Les personnes mises en cause, responsables du site, équipe enseignante, surveillants, "ont globalement nié les faits même si certains ont pu décrire des actes comme des claques et des coups", a déclaré la procureure.

Lundi dernier, 17 membres de cette communauté juive ultra-orthodoxe de Seine-et-Marne avaient été placés en garde à vue, lors d'une opération qui avait mobilisé 130 gendarmes, principalement de la section de recherches de Paris. Une enquête a été ouverte pour séquestration en bande organisée, violences aggravées, privation de soins et d'aliments, abus de faiblesse aggravé.

La yeshiva Beth Yossef, réputée pour ses méthodes strictes, accueillait une soixantaine d'élèves, entre 13 et 18 ans, en majorité de nationalité israélienne mais aussi quelques-uns de nationalité américaine, belge, roumaine ou encore irlandaise, "aucun ne parlant français", et "non-déclarés scolarisés", a précisé Laureline Peyrefitte.

"L'état de sujétion psychique a pu être relevé chez certains d'entre eux de même qu'une souffrance psychique", a décrit la procureure. "Certains ont pu confirmer sans toujours les critiquer des actes de violences physiques et psychologiques", a-t-elle ajouté, précisant que des faits d'agression sexuelle avaient été rapportés par l'un d'entre eux et faisaient l'objet d'une enquête.

"D'après leurs déclarations, ils étaient totalement isolés du monde extérieur à l'exception d'un contact téléphonique avec leurs parents sous autorisation". "Leur passeport était confisqué", ils étaient "très limités dans leur accès au soin" et vivaient "dans des conditions de logement insalubres et un état de délabrement général", a ajouté la magistrate.

Les mineurs pris en charge par la Croix-Rouge et l'ASE

Les mineurs ont été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) de la Seine-et-Marne. Certains d'entre-eux seront récupérés par leurs parents ce week-end, a indiqué le département. Pour les autres, la prise en charge se poursuivra en lien avec la Croix-Rouge.

L'établissement avait fait l'objet de "divers signalements préoccupants dont un émanant de la Miviludes", la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, d'après la procureure.

De plus en plus d'Américains se disent « sans religion »

La Presse – 14 décembre 2021

Près d'un tiers des Américains se disent sans religion en 2021, une tendance à la hausse depuis des années qui témoigne d'une sécularisation plus forte des États-Unis, où le christianisme domine toujours, selon l'institut Pew Research.

Dans un pays réputé très religieux, 29 % des adultes se considèrent comme « athées, agnostiques ou sans religion particulière », contre 16 % en 2007, la première fois que l'institut a mesuré cette tendance.

Les chrétiens restent majoritaires, mais seulement à 63 % contre 78 % en 2007. Parmi eux, c'est au sein de ceux qui se déclarent protestants que la baisse est la plus forte, de 52 % à 40 % depuis 2007, contre 21 % de catholiques déclarés (24 % en 2007). 6 % des adultes américains se disent d'autres religions, parmi lesquelles l'islam (1 %), le judaïsme (1 %), le bouddhisme (1 %) et l'hindouisme (1 %).

« La sécularisation évidente de la société américaine au 21^e siècle ne montre pas de signe de ralentissement », note Pew Research, dont l'étude ne dresse pas de comparatif avec d'autres pays. Autre illustration, désormais, 45 % des adultes américains disent prier quotidiennement, contre 58 % en 2007.

Parmi les protestants, les évangéliques restent majoritaires, 60 % se définissant par ce terme ou celui de « born again » (« né à nouveau »). Dans une précédente étude, Pew avait souligné que 84 % des chrétiens évangéliques blancs avaient voté pour Donald Trump à la présidentielle de 2020.

Les données de 2021 sont issues du sondage de référence sur l'opinion publique américaine de Pew Research (NPORS).